vinces versent l'autre moitié. Les provinces ont alors posé la question de savoir où elles se procureraient les fonds nécessaires. Quelqu'un,—l'une de ces intelligences supérieures de chacune des provinces du Nouveau-Brunswick, de Québec et de la Saskatchewan,—a préconisé le prélèvement d'une taxe de vente de 3 p. 100.

L'honorable M. Bouffard: Dans Québec, nous avons déjà une taxe de vente de 5 p. 100.

L'honorable M. Haig: J'ignorais qu'on en était rendu là. Voilà un élément important dans la hausse du coût de la vie. Une telle taxe est particulièrement condamnable parce qu'elle frappe les gens qui sont les moins en mesure de l'acquitter.

L'honorable M. Horner: Très bien!

L'honorable M. Haig: Proportionnellement, le père d'une famille nombreuse doit payer plus que celui qui n'a qu'une petite famille. Ma femme et moi n'avons pas d'enfants à la maison (nous en avons déjà eus, mais ils sont tous partis) et nous n'achetons pas souvent de vêtements parce que nous faisons durer notre vieux linge. Une telle taxe ne nous toucherait guère. Mais que dire de celui qui a six enfants? Le prix de tout ce qu'il devra acheter pour eux sera majoré de 3 p. 100. Il est un aspect de la taxe de vente fédérale à l'égard duquel il y a lieu de féliciter le Gouvernement: le montant de la taxe est indiqué sur la facture. Si l'on paye un objet \$100, il est bien indiqué qu'il faudra, en plus, verser la taxe de vente de \$8.

L'honorable M. Bouffard: On procède de la même façon dans la province de Québec.

L'honorable M. Haig: Québec mérite des félicitations à cet égard. Généralement, les taxes de vente provinciales sont des impôts occultes. Pourquoi les gouvernements du Nouveau-Brunswick, de Québec, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique désirent-ils imposer des taxes de vente? Soit qu'ils ne dépensent pas leurs revenus à bon escient, soit qu'ils rendent trop de services pour leurs moyens. Dans ma province, on se demande sérieusement si l'on peut même songer à imposer une taxe de vente. J'espère qu'on n'en fera rien. Aucun rédacteur de journaux ne s'est prononcé en faveur de telle taxe. En disant qu'on ne devrait pas recourir à la taxe de vente, je me fais, ce me semble, le porte-parole de plusieurs collègues. Les Pères de la Confédération se sont fourvoyés sous bien des rapports, mais ils ont eu, à mon avis, parfaitement raison de décider que les provinces ne pourraient percevoir que des impôts directs. C'était une restriction bienfaisante, selon moi, car elle

visait à permettre aux gens de connaître l'origine des deniers que dépensent leurs gouvernements, sinon ils pourraient bien penser que cet argent tombe du ciel.

Le sénateur de Vancouver-Sud (l'honorable M. Farris) me demandera peut-être quel remède je propose. Ce serait très malin à lui. Je ne l'en blâme pas, car à sa place j'en ferais autant. Je ne saurais préciser s'il répondrait comme moi, mais j'indiquerai une ou deux mesures qu'on pourrait prendre pour améliorer la situation. D'autres pourront sans doute présenter d'autres propositions.

Sans avoir encore pris connaissance des prévisions budgétaires de cette année, nous savons quelles fortes sommes les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux ont dépensées l'an dernier. J'en suis persuadé, le gouvernement fédéral, presque toutes les provinces, y compris la mienne, et la plupart des municipalités, sinon toutes, peuvent comprimer énergiquement leurs dépenses. Je le signale parce que nous ne vivons pas en des temps ordinaires. Pourquoi sommes-nous ici en ce moment? Nous sommes ici parce que nous savons au fond de nos cœurs que nous traversons une des périodes les plus difficiles de l'histoire du monde. On me rappellera peut-être que le monde a vécu des heures troublées sous Napoléon et à l'époque des conquêtes d'Alexandre le Grand. Peut-être me signalera-t-on que les Tartares ont déjà envahi l'Europe. N'avons-nous pas entrepris une grande lutte pour vaincre le kaiser, lors du premier conflit mondial, et une autre aussi âpre, lors du second, pour assurer la défaite d'Hitler? Oui, mais à mon sens la période actuelle est la plus sombre de l'histoire, et ce pour deux raisons.

D'abord, nous sommes en face d'un pays qui fourmille d'hommes qu'on pourra un bon jour doter des armes les plus modernes. Il suffit de songer à certains rapports en provenance de Corée. L'un deux,—rien ne m'autorise à douter de son exactitude,—signalait que, avant de prendre Séoul, les Chinois ont délibérément ordonné à leurs soldats de marcher sur les mines qu'on avait posées pour protéger la ville; les troupes ont continué d'avancer jusqu'à ce que toutes les mines eussent explosé et que l'armée pût avancer en sécurité. Il semble que la vie humaine ne vaille pas grand chose pour eux.

En de pareilles conjonctures, il nous incombe de presser les gouvernements de réduire les dépenses à leur plus simple expression, de réaliser toutes les économies possibles, non seulement à Ottawa, mais à Winnipeg, à Québec, à Toronto, à Frédéricton, à Halifax, à Saint-Jean, et dans toutes les autres capitales provinciales, afin que nous puissions contribuer pleinement au bien-être du public.